

« Grand débat sur l'école », samedi 6 décembre 2003.

## **Pourquoi le « débat national sur l'école » nous paraît-il être une supercherie ?**

Les grandes réformes politiques récentes n'ont jamais donné lieu à concertation véritable : qu'il s'agisse des retraites, ou d'une décentralisation des TOSS, souhaitée ni par les personnels ni par les élus locaux.

Durant la grève de mai 2003 (trois mois pour certains), notre appel au dialogue n'a jamais été entendu alors que dans le même temps le gouvernement dépensait 900 000 euros pour diffuser la pensée de Luc Ferry.

Une politique de l'éducation doit s'inscrire dans une politique globale. Comment mener à bien le développement des élèves quand une paupérisation des familles les plus démunies est initiée par le RMA, l'abandon des chômeurs longue durée, la régression des droits sociaux ?

Les principes essentiels de gratuité et d'équité sont menacés par la volonté de faire assumer aux régions les charges de gestion de l'éducation, et par le transfert de missions confiées aux lois de la concurrence et du profit (restauration scolaire, orientation.)

Les orientations actuelles, qui ont été validées ou sont sur le point de l'être, prennent toutes appui sur une logique comptable écrasant toute considération socio-éducative :

- Au ministère de l'Éducation, 3 550 départs à la retraite ne seraient pas remplacés. 1 500 professeurs des écoles vont être recrutés l'an prochain, mais environ 5 000 autres postes seraient supprimés, principalement dans le Second degré et l'administration ;

- Dans l'Éducation nationale, 14 700 Emplois-jeunes ne seront pas renouvelés en 2004 ;

- Les 2,8 % d'augmentation du budget de l'Éducation, s'élevant à 70,839 milliards d'euros correspondent, selon les spécialistes, à une simple augmentation mécanique de gestion.

Le ministère, au nom d'économies budgétaires et dans sa volonté d'en découdre avec la Fonction publique d'État, s'oriente vers une baisse de la compétence des enseignants et de la qualité des enseignements :

- Bivalence des enseignants : « Qui peut dire sérieusement qu'un professeur d'allemand ne peut pas faire un cours de français ou un cours d'histoire, par exemple, en sixième », a demandé Luc Ferry ;

- Disparition des TZR (remplaçants titulaires) remplacés par des contrats précaires non formés ;

- Suppression des « heures d'enseignement » en prétextant qu'un élève qui a plus de 30 heures de cours hebdomadaires est surchargé, suppression des formations (révision complète de la carte des options, et fermeture des classes non "rentables" : langues à faible effectif, etc.).

Les instances extra nationales (OMC, AGCS, OCDE, Banque mondiale) imposent aux États, par la courroie de transmission de l'Union européenne, une réforme des systèmes éducatifs pour les transformer en instruments au service des politiques économiques.

L'énorme masse des informations synthétisées (8 pages ´ 15 000 débats = 120 000 pages), résultat de deux ou trois questions traitées par établissement, nous laisse penser que tout est déjà écrit et que ce débat n'a d'autre but que de servir de caution aux décisions gouvernementales.

En un mot, les décisions politiques ont déjà été prises pour transformer l'école en un marché, intégré et inféodé au système économique.

L'école deviendrait un pourvoyeur de compétences pour alimenter l'entreprise, reléguant à l'oubli les missions fondamentales : former la pensée, diffuser des valeurs citoyennes, inculquer une culture et un savoir propres à réaliser la meilleure intégration de l'élève dans la société.